

La Lettre Hebdomadaire

N° 339 du lundi 27 Mai 2019

“ Que sera la nouvelle gouvernance européenne ? ”

Au moment où nous publions notre newsletter hebdomadaire, les élections européennes ont rendu leur verdict.

Nous serons bien entendu, avec nos amis d'Eurodom, très attentifs à la nouvelle gouvernance européenne, sachant que l'UE est une des plus importantes sources de financement des Outre-mer, notamment avec les fonds de développement du Feder pour financer les infrastructures routières, éducatives et hospitalières ou la politique agricole commune qui permet de soutenir nos filières sucre ou banane.

C'est précisément sur nos filières traditionnelles que portent nos inquiétudes.

Certes ces filières traditionnelles sont généralement pourvoyeuses d'emplois peu qualifiés et ne suffiront pas à répondre à elles-mêmes, sur le long terme, à l'enjeu de l'emploi Outre-mer. Mais elles sont absolument essentielles et doivent être préservées. C'est pourquoi le Gouvernement français devra veiller à ce qu'il n'y ait pas d'impact négatif lors de la révision de la PAC et des enveloppes POSEI au profit de ces filières agricoles traditionnelles. De même, la nécessité accrue de se spécialiser et de renforcer les exportations de biens et services à forte valeur ajoutée dans un contexte de concurrence acharnée des pays tiers sont des facteurs qui doivent inciter les pouvoirs publics à renforcer l'effort d'accompagnement de certains secteurs d'avenir à se développer par l'innovation et par la spécialisation.

Dans une récente tribune, **Joel Destom** Directeur des Outre-mer, AG2R LA MONDIALE MATMUT soulignait que même si l'appartenance des RUP à l'Union européenne n'avait pas permis l'émergence d'une croissance équilibrée et pérenne nécessaires à un

rattrapage économique, l'harmonisation des prestations avec l'Hexagone avait cependant permis de garantir une égalité relative de traitement. Dans ce contexte, les aides d'Etat au fonctionnement en faveur de la baisse du coût du travail – principalement les régimes d'exonération de charges sociales patronales – doivent être davantage pensées selon le double prisme de « l'emploi » (accompagnement sur les bas salaires dans certains secteurs) et de la « compétitivité » (accompagnement sur les salaires intermédiaires pour d'autres secteurs) dans une logique de différenciation

sectorielle, voire territoriale.

Autrement dit, si les allègements centrés sur les bas salaires constituent sans doute un outil transitoire indispensable pour lutter contre le chômage de masse ; utilisés seuls, sans mise en œuvre parallèle de réformes structurelles du marché de l'emploi et d'outils d'accompagnement en faveur de l'innovation, ils s'apparentent in fine à une course en avant et une fuite sans fin.

La FEDOM souhaite remettre ses propositions dans le débat à l'occasion de la clause de revoyure prévue avec le Gouvernement à l'été, en préparation du prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2020. D'autant que le travail d'analyse – grâce notamment au simulateur : <https://simulateur.fedom.org/> - des impacts constatés de la réforme telle que mise en œuvre depuis le 1er janvier 2019 montre que les entreprises de certains secteurs « renforcés » (environnement ; NTIC ; Agro nutrition...) qui veulent embaucher des salariés qualifiés vont se retrouver perdantes en 2019 par rapport à 2018 du fait du recentrage opéré par le nouveau régime d'exonération de charges sociales patronales outre-mer



FLASH SPECIAL

L'exécution budgétaire des crédits 2018

Le Parlement va examiner dans les prochains jours le projet de loi de règlement et d'approbation des comptes 2018 de l'Etat. Cette loi de finance spécifique rend compte devant la représentation nationale de l'atteinte des objectifs fixés dans le budget initial et du bon emploi des ressources publiques pour le premier exercice plein du Gouvernement.

Surtout, cet exercice s'accompagne d'un travail important réalisé par le Parlement d'évaluation des politiques publiques et des crédits afférents votés en loi de finance initiale pour 2018. Ce travail (auditions de Ministres, d'experts, publications de rapports et de résolutions) est essentiel pour améliorer la transparence et l'accessibilité des données budgétaires et financières. Il s'agit de donner plus de lisibilité à la Représentation Nationale sur l'action du Gouvernement, sur la réalité des engagements pris et ainsi mieux préparer le travail du législateur sur les textes financiers principaux de fin d'année (lois de finances, de financement de la sécurité sociale, collectifs budgétaires).

Dans ce cadre et sur la base d'un certain nombre de rapports qui viennent d'être publiés (rapports de la Cour des comptes sur l'exécution budgétaire et la certification des comptes, rapports annuels de performance annexés au projet de loi...), l'exécution des crédits de la mission outre-mer et l'évaluation des politiques publiques de l'Etat mises en œuvre sur nos territoires ultramarins pour l'année 2018 seront à l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat dans les prochains jours.

Pour en savoir plus, lire la note de synthèse jointe. [HTTPS://FEDOM.ORG/2019/05/27/LEXECUTION-BUDGE...DES-CREDITS-2018/](https://FEDOM.ORG/2019/05/27/LEXECUTION-BUDGE...DES-CREDITS-2018/)

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

Mayotte : pour le député Mansour Kamardine, la découverte du volcan sous-marin représente "des opportunités à saisir"

Le député mahorais **Mansour Kamardine** a réagi en expliquant qu'il voyait là une occasion pour la communauté scientifique de s'intéresser à Mayotte et à son environnement. Et qu'il s'agissait d'une opportunité pour le département de développer les structures de recherches scientifiques. Enfin, il espère que le renforcement des normes de construction, en prévention des risques sismiques, pourra "définir une politique de l'habitat et du logement conforme aux attentes de Mahorais".

<https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2019/05/17/Mayotte-pour-le-depute-Kamardine-la-decouverte-du-volcan-sous-marin>

Victorin Lurel accuse le gouvernement de faire « 180 millions d'économies sur le dos des outre-mers »

Dans un communiqué de presse, le sénateur PS de Guadeloupe, connu notamment pour son combat contre la vie chère en Outre-mer, accuse le gouvernement de « faire des économies sur le dos des Outre-mer ». En effet, chaque année, l'Etat rend compte de son exécution budgétaire, et pour 2018, c'est du jamais vu. "Près de 10% des sommes octroyées aux Outre-mer n'ont pas été dépensées."

Lire son communiqué:

<https://www.facebook.com/lurel.victorin/photos/a.248134193882/10156562494508883/?type=3&theater>

Le Parlement adopte le projet de loi sur la modification du statut de la Polynésie

Le Parlement a adopté, par un ultime vote jeudi matin à l'Assemblée nationale, le projet de réforme du statut d'autonomie, qui reconnaît le rôle joué par la Polynésie dans le développement de la capacité de dissuasion nucléaire française. Les textes n'ont pas été votés à l'unanimité à l'Assemblée nationale, le député **Moetai Brotherson**, ayant voté contre la loi organique et s'étant abstenu sur la loi ordinaire.

https://www.tahiti-infos.com/Le-Parlement-adopte-le-toilettage-du-statut-de-la-Polynesie_a181606.html

Une proposition de loi signée par plusieurs députés suggère de supprimer la différence entre les prix des colis postaux en métropole et en Outre-mer.

Le texte, signé par 37 députés de tous les groupes politiques - dont le président LREM de la délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale **Olivier Serva** -, fait le constat que les colis postaux de plus de 100 grammes en provenance ou à destination des Outre-mer "connaissent des tarifs très éloignés de ceux envoyés sur le territoire hexagonal" et qu'il s'agit d'"une entorse à l'universalité du service postal".

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

Comité Interministériel du Tourisme : vers « une politique totalement décentralisée au profit des collectivités »

Ce rendez-vous semestriel a débouché sur une série de mesures parmi lesquelles la simplification du Code du tourisme, qui « fixe le rôle des institutions intervenant dans le secteur ». Il a, en outre, été décidé, « dans une perspective d'attractivité des territoires », la création d'un fonds d'ingénierie « *Tourisme et Patrimoine* » d'un million d'euros, piloté par la Banque des territoires et Atout France. Autre initiative inscrite au calendrier à partir de 2020, l'opération « *Capitales françaises de la culture* » qui « distinguera et mettra en valeur, tous les deux ans, l'innovation artistique et l'attractivité culturelle d'une ville française ».

Accéder au dossier de presse : http://www.maire-info.com/upload/files/DP_CIT.pdf

<http://www.maire-info.com/culture-sports-et-loisirs/tourisme/tourisme-vers-une-politique-totalement-decentralisee-au-profit-des-collectivites--article-23060>

Conseil de défense écologique : le gouvernement confirme l'incompatibilité du projet de la Montagne d'or « en l'état actuel » et annonce la création d'une aire marine dans les TAAF

« Au sujet de projet minier de la Montagne d'Or en Guyane, le gouvernement a décidé d'être le plus précis possible. Sous la présidence du Président de la République, le Conseil de défense écologique a décidé de constater l'incompatibilité en l'état actuel du projet minier de Montagne d'Or avec les exigences de la protection de l'environnement », a indiqué **François de Rugy**. En outre, le conseil a décidé de créer dans les TAAF une aire marine protégée dans la zone économique exclusive des îles de Saint-Paul et Amsterdam, et de transformer le parc naturel marin des îles Glorieuses en réserve naturelle nationale.

<http://outremers360.com/politique/conseil-de-defense-ecologique-le-gouvernement-confirme-lincompatibilite-du-projet-de-la-montagne-dor-en-letat-actuel-et-annonce-la-creation-dune-aire-marine-dans-les-taaf/>

Délais de paiement : ça bouge ?

Le Gouvernement a confié une mission sur les délais de paiement à MM. **Dominique Pannier**, conseiller maître à la Cour des comptes et **Philippe Debrosse**, inspecteur général de l'Administration. Ceux-ci se sont entretenus avec la ministre des Outre-mer Annick Girardin le jeudi 23 mai.

DU CÔTÉ DU PARLEMENT EUROPEEN

Européennes 2019 : les résultats dans les Outre-mer marqués par une forte abstention et la montée du Rassemblement National

Les premiers résultats montrent que le Rassemblement National arrive en tête dans plusieurs départements ou collectivités d'Outre-mer. Seules trois d'entre elles ne placent pas le RN en tête : la Martinique, Wallis et Futuna et la Polynésie. A noter que le taux d'abstention est nettement plus fort dans les Outre-mer que dans l'hexagone, même si, à l'image de ce qui est observé au niveau national, la participation est plus forte qu'en 2014.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/europeennes-2019-resultats-outre-mer-marques-forte-abstention-montee-du-rassemblement-national-714761.html>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Le Conseil régional de Guadeloupe n'arrive pas à traiter les dossiers du FEAMP

Au titre du FEAMP, 9 978 560€ sont alloués à la Guadeloupe pour la période 2014-2020 auxquels vient s'ajouter le plan de compensation des surcoûts. « Depuis 2014, seuls trois dossiers sur les 117 déposés ont été payés » précise **Christiane Tin**, Secrétaire générale du comité régional des pêches.

« Aujourd'hui, le service instructeur est sous dimensionné, les gens qui y travaillent ne sont pas formés » déplorent certains représentants de la filière.

Source : Le Marin

La Polynésie lance une étude pour l'exploration des ressources minières sous-marines

Le Conseil des ministres de Polynésie a confié à la société Abyssa (filiale spécialisée de Creocyan) l'élaboration d'une stratégie d'exploration propre à la Collectivité en termes de ressources minières potentielles concernant plus particulièrement les encroûtements cobaltifères.

<http://outremers360.com/economie/la-polynesie-lance-une-etude-pour-l'exploration-des-ressources-minieres-sous-marines/>

Economie bleue en Guadeloupe : Marie-Galante disposera de son chantier de construction navale

Ce chantier de construction navale a pour but de répondre aux besoins des plaisanciers transitant dans la baie de Folle-Anse à Saint-Louis de Marie-Galante. Il abritera aussi un centre de formation autour de la fabrication et l'entretien de bateaux, la motorisation et le perfectionnement.

<http://outremers360.com/economie/economie-bleue-en-guadeloupe-marie-galante-disposera-de-son-chantier-de-construction-navale/>

Réflexion sur la création de la marque de territoire de Saint-Martin

La création d'une marque de territoire, prévue par le schéma territorial d'aménagement et de développement touristique de reconstruction 2017-2027, a pour premier objectif de permettre « *de nous démarquer de la concurrence en nous appuyant sur les atouts patrimoniaux du territoire et nos valeurs. Le second objectif est de créer du lien social pour faire renaître un sentiment d'appartenance à une communauté en rassemblant les citoyens autour d'une identité partagée* », explique **Daniel Gibbs**.
<http://www.soualigapost.com/fr/actualite/29598/tourisme/reflexion-sur-la-creation-de-la-marque-de-territoire-de-saint-martin>

Un pas supplémentaire vers la transition énergétique à La Réunion

Le Conseil Départemental de La Réunion et le Sidelec (Syndicat intercommunal d'électricité) ont signé une convention afin de développer des actions performantes et visibles en matière d'énergies renouvelables, de maîtrise et de diminution des consommations énergétiques.
https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2019/05/22/Un-pas-supplementaire-vers-la-transition-energetique_578018

Remaquettage du FEADER : le Département Réunion rencontre les acteurs du monde agricole

Le Département, autorité de gestion des fonds FEADER, a décidé de réviser la maquette du programme de développement rural de La Réunion et de redéployer les fonds entre les différents dispositifs. Les orientations retenues et développées lors de cet échange ciblent : un plus grand nombre de bénéficiaires, le soutien au développement de pratiques respectueuses de l'environnement, le maintien de l'emploi dans les structures agricoles qui accompagnent les agriculteurs sur le terrain et la préservation des enveloppes dédiées aux investissements dans les exploitations.
https://www.zinfos974.com/Remaquettage-FEADER-Le-Departement-Reunion-rencontre-les-acteurs-du-monde-agricole_a140537.html

La région Île-de-France vote la fin du non-cumul de la bourse régionale et de l'aide de LADOM

Cette mesure, initiée par le Vice-Président de la Région Ile de France **Patrick KARAM**, va permettre aux quelques centaines d'étudiants ultramarins entrant dans une formation sanitaire ou sociale en Ile-de-France chaque année de bénéficier d'un complément de bourse essentiel à leur installation en métropole et à la bonne conduite de leurs études qui mènent à des métiers où les besoins en emplois sont particulièrement élevés.
https://www.zinfos974.com/La-region-Ile-de-France-vote-la-fin-du-non-cumul-de-la-bourse-regionale-et-de-l-aide-de-LADOM_a140682.html

DU CÔTÉ DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La loi Pacte reçoit le feu vert du Conseil Constitutionnel

La dernière étape du processus a été franchie : le Conseil Constitutionnel a déclaré les dispositions de la loi Pacte conformes à la Constitution, ouvrant de fait la voie à sa promulgation. Ce dernier a notamment validé le délai de 5 ans octroyé aux PME pour se mettre en conformité avec les nouvelles

obligations résultant du franchissement d'un seuil d'effectifs. Parmi d'autres mesures-phares (et polémiques), on retiendra que les sages ont donné leur aval à la privatisation de la société Aéroports de Paris (ADP).

<https://www.batiactu.com/edito/loi-pacte-recoit-feu-vert-conseil-constitutionnel-56466.php>

Voir la décision : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/decision/2019/2019781DC.htm>

RAPPORTS, ETUDES ET AVIS

Gestion des fonds européens: la Cour des comptes demande au gouvernement de décider avant l'été

La Cour des comptes publie un rapport sur un sujet sensible : le transfert aux régions des fonds européens structurels et d'investissements (FESI). Ce transfert opéré pour la programmation 2014-2020 avec, à la clé, une enveloppe de 27 milliards d'euros, a connu bien des vicissitudes, liées à un manque d'anticipation. En réalité, la programmation n'a pu démarrer que fin 2015 pour le FSE et le FEDER, en 2017 pour le FEADER (développement rural) et en 2018 pour le FEAMP (le fonds pêche). "La condition d'un bon fonctionnement des FESI n'est pas tant l'architecture de gestion – centralisation ou régionalisation de l'autorité de gestion – que la définition d'une stratégie d'emploi des fonds, partagée par tous les acteurs publics appelés à exercer l'autorité de gestion sur les FESI, dans un esprit de coopération entre l'État et les régions qui a parfois fait défaut", considère la Cour.

Voir le rapport dans son intégralité : <https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-05/20190522-fonds-europeens-structurels-et-d-investissement.pdf>

<https://www.banquedesterritoires.fr/gestion-des-fonds-europeens-la-cour-des-comptes-demande-au-gouvernement-de-decider-avant-lete>

Le Conseil économique et social régional de Guadeloupe se penche sur le tourisme durable

Comment penser ce secteur économique en tenant compte de la biodiversité, des femmes et des hommes du pays ainsi que de son patrimoine et de sa culture ? C'est la question sur laquelle se penche depuis l'an dernier le CESER. Il a rendu public les travaux des ateliers menés sur le tourisme durable.

<https://www.rci.fm/infos/economie/le-conseil-economique-et-social-regional-se-penche-sur-le-tourisme-durable>

La chambre des comptes observe que le port autonome de Nouvelle-Calédonie peut mieux faire

Ce rapport d'observation se traduit par quatorze recommandations et cinq rappels d'obligation juridique. Parmi les recommandations, on peut noter l'établissement d'une "convention d'objectifs et de moyens" avec le gouvernement local afin de structurer la gestion de cet équipement prioritaire pour une île, en termes de transport maritime et de tourisme. En outre, la CTC pointe un « déficit de ressources humaines sur les fonctions clés » ou encore le retard de 5 ans pris dans l'aménagement du quai croisière pour les navires de 12 mètres.

Lire le rapport : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/port-autonome-de-la-nouvelle-caledonie>
<https://www.boursorama.com/actualite-economique/actualites/le-port-autonome-de-nouvelle-caledonie-epingle-par-la-chambre-des-comptes-da44f85de5fb8676c7d52ce16fa08eab>

Tribune sur l'emploi de Max Dubois

Comme nous le faisons régulièrement, la FEDOM donne la parole à des personnalités, ultramarines ou non, dont l'analyse et le regard qu'elles portent sur nos Outre-mer contribuent au débat. Leurs propos n'engagent naturellement pas la FEDOM mais il nous paraît important de relayer ce qu'ils ont à dire. Cette semaine c'est **Max Dubois**, ex Coordonnateur de la campagne du candidat Macron dans les Outre-mer, Président de R&D.OM (République et développement Outre-mer) qui, sans tabous, nous fait part de ses propositions pour améliorer l'emploi dans nos territoires ultramarins.

Lire sa tribune : <https://fedom.org/2019/05/27/la-parole-a-max-dubois/>

VIE DE LA FEDOM

La FEDOM remet en place le simulateur en ligne sur les exonérations de charges sociales patronales

Le nouveau régime d'exonération de charges sociales patronales outre-mer, qui a remplacé le 1er janvier 2019 l'ancienne « LODEOM sociale » et le CICE majoré outre-mer, est en train de se mettre en place de manière opérationnelle. L'enjeu est de pouvoir mieux identifier l'impact des nouveaux taux et seuils d'exonération en prévision de la clause de revoyure prévue avec le Gouvernement d'ici à l'été. Dans cette perspective, la FEDOM a remis en place son outil de simulation.

Accéder au logiciel : <HTTPS://SIMULATEUR.FEDOM.ORG/>.

Agenda de la semaine du 20.05.2019

- Rencontre avec Monsieur **Hervé Parcineau**, coordinateur du réseau EEN-TOPIC à Paris

Agenda prévisionnel de la FEDOM

- Rencontre avec le Député **Max Mathiasin**
- Rencontre avec la Députée **Justine BENIN**

Tableau de Bord

Consultez le tableau de bord (TdB) dans son intégralité, notamment l'actualisation du nombre d'entreprises dans les DCOM, l'évolution du nombre de créations d'entreprises en pourcentage dans les DCOM ainsi que les défaillances d'entreprises par date de jugement.

<https://fedom.org/le-tableau-de-bord/>

VIE DES ADHERENTS

CMA-CGM et Marfret dopent leur ligne MedCar

CMA-CGM et Marfret ont décidé de doubler la taille des portes-conteneurs de la ligne Méditerranée-Caraïbes et de l'étendre au Golf du Mexique. La nouvelle ligne MedCar touchera désormais Houston et Santa Cruz en plus de Fort-de-France, Pointe-à-Pitre, Cacedo, Carthagène, Moin et Manzanillo.

Source : Le Marin

Montagne d'Or: Le MEDEF Guyane juge « inadmissible que l'avenir (...) dépende de lobbies écologiques »

Dans une tribune, le MEDEF Guyane a fustigé l'annonce du gouvernement quant au projet Montagne d'Or, déplorant que le gouvernement « oppose l'économie à l'environnement ».

Lire la tribune : <https://twitter.com/MedefGuyane/status/1131735023080677376>

1er Forum économique de Wallis et Futuna: la question du financement des entreprises

CCIMA, banques, institutions et les principaux concernés à savoir les entrepreneurs, porteurs et futurs porteurs de projets se sont retrouvés pour le 1er forum de l'économie de Wallis et Futuna. A l'ordre du jour : le financement des projets et des entreprises. En plus de l'accompagnement des jeunes patentés par les organismes bancaires en partenariat avec la CCIMA, d'autres financements vont être mis à disposition pour les projets de développement du territoire ces 5 prochaines années (le contrat de convergence, le fonds exceptionnel d'investissement, les Accords Particuliers entre le territoire et la Nouvelle-Calédonie et les fonds du 11e FED dans le cadre du projet PROTÉGÉ).

<https://la1ere.francetvinfo.fr/wallisfutuna/1er-forum-economique-wallis-futuna-question-du-financement-entreprises-713943.html>

Desserte aérienne : Air Tahiti Nui reçoit son 3ème Dreamliner, le 1er en achat propre

Baptisé Bora Bora, ce 3ème appareil débutera ses rotations fin juin, aux côtés des deux premiers Dreamliner de la compagnie. Le dernier Dreamliner, Tetiaroa, sera quant à lui livré en août pour débiter ses rotations en septembre. L'acquisition de ce quatrième appareil s'est faite en achat propre grâce à la défiscalisation. A partir de septembre, la compagnie Air Tahiti Nui volera exclusivement en Boeing après 20 ans d'opérations en Airbus A340.

<http://outremers360.com/economie/desserte-aerienne-air-tahiti-nui-recoit-son-3eme-dreamliner-le-1er-en-achat-propre/>

Air Austral s'explique sur son quota de places du vol Mayotte-Réunion à destination de Paris

Si la compagnie confirme l'existence de quotas sur la haute saison, c'est en raison de difficultés à fournir un nombre suffisant de places Mayotte-Réunion-Mayotte en juillet-août. Pour sécuriser la destination Paris depuis Mayotte, la fréquence de vols directs est accrue : « *Nous passons dès fin juin à 7 vols par semaine, donc un vol quotidien.* »

<https://lejournaldemayotte.yt/2019/05/22/air-austral-sexplique-sur-son-quota-de-places-du-mayotte-reunion-a-destination-de-paris/>

Le Trophée EDF éclaire l'avenir de deux associations réunionnaises

Depuis 2010, à travers les Trophées des Associations, la Fondation EDF a remis plus de 3 millions d'euros de dotations à des entités travaillant chaque jour en faveur des jeunes. Cette année, deux associations réunionnaises, Pass'Port et Les Amis de l'océan Indien ont reçu respectivement 5000 et 10 000 euros.

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2019/05/21/Le-Trophee-EDF-eclaire-lavenir-de-deux-associations_577906

Organisation par la CCI de Nouvelle-Calédonie de la 4^{ème} édition des Trophées de l'entreprise 2019

Les Trophées de l'entreprise permettent de promouvoir des réalisations, des initiatives, des résultats, des innovations, mais surtout de mettre en lumière les femmes et les hommes qui impulsent l'énergie et font avancer l'économie du territoire. Grâce à ses partenaires Aircalin, la BCI, EEC et l'OPT, plus de 3 millions de francs de récompense seront partagés en trois prix dans chacune des quatre catégories.

https://www.cci.nc/actualites/inscrivez-vous-aux-trophees-de-l-entreprise-2019?utm_source=newsletter&fbclid=IwAR2-lh5i5NxU1e6CLvWhDAWeRvS2NjwTEKZUQ1fM7cWafVikBvdCWc2KVDk

VIE DES PARTENAIRES

Atlas de la biodiversité communale: l'AFB lance un nouvel appel à projets en Outre-mer

Doté d'un montant total de 1 million d'euros, cet appel à projets vise à soutenir la réalisation d'un atlas de la biodiversité communale. En 2018, lors du précédent appel à projets (APP), aucun dossier n'avait été soumis en Outre-mer. *"Pourtant ces territoires accueillent une biodiversité riche et bien spécifique. Il est alors apparu essentiel de proposer un nouvel AAP spécifique pour les départements et régions d'Outre-mer afin que les communes et intercommunalités de ces territoires puissent bénéficier de cette démarche, en cohérence avec le livre bleu des Outre-mers"*, explique l'AFB.

<https://www.actu-environnement.com/ae/news/Atlas-biodiversite-communale-AFB-appel-projets-Outre-mer-33475.php4>

BREVES

Le Conseil de la perliculture enfin installé en Polynésie

Le Conseil, créé près de 2 ans après la sortie de la Loi Pays, rassemble les professionnels, les communes, l'administration, et des représentants de l'Assemblée et du Gouvernement. Ce dernier souhaiterait intensifier la création des comités de gestion par île ou atoll perlicole à l'initiative des maires et/ou des professionnels.

<https://www.radio1.pf/le-conseil-de-la-perliculture-enfin-installe/>

Le Groupe ADP remporte de nombreux contrats outre-mer et à l'international

En Outre-mer, l'unique contrat remporté par le groupe est celui de l'aéroport international de Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe. Il aura une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'étude de faisabilité et la rédaction d'un programme bâtiment concernant une nouvelle salle de livraison des bagages dans le Terminal régional 2.

<https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Le-Groupe-ADP-remporte-de-nombreux-contrats-outre-mer-et-a-l-international--28641238/>

Économie : La Wallonie intéressée par un partenariat avec La Réunion et l'Océan Indien

Dominique Delattre, directeur de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements (AWEX) a fait le déplacement à La Réunion pour une prospection dans le but de conclure des partenariats avec l'île et les autres pays de l'Océan Indien. Selon le directeur de l'AWEX, les PME et TPE wallonnes sont « *très actives à l'international (...) et recherchent la mise en place de partenariats mutuellement bénéfiques partout dans le monde* ». **Dominique Delattre** précise que des entreprises réunionnaises auront également la possibilité de se développer en Belgique.

<http://outremers360.com/economie/economie-la-wallonie-interessee-par-un-partenariat-avec-la-reunion-et-locean-indien/>

Deux nouveaux hôtels fleurissent en Martinique

L'offre hôtelière se renforce en Martinique. Deux nouveaux établissements ont récemment vu le jour. Au Diamant, l'hôtel 4 étoiles "Diamant les bains" vient d'ouvrir ses portes à l'issue de deux derniers mois de travaux de finition. À Schoelcher, l'hôtel Pélican et ses 25 appartements ont accueilli leurs premiers clients.

<https://www.martinique.franceantilles.fr/actualite/economie/deux-nouveaux-hotels-fleurissent-en-martinique-522063.php>

Pavillon Bleu: 4 plages réunionnaises décrochent le label

Le Pavillon Bleu récompense et valorise chaque année les ports de plaisance et les communes engagés dans une démarche d'excellence environnementale et répondant à des critères bien spécifiques en matière de gestion de l'eau, de gestion des déchets et d'éducation à l'environnement. Cette année, les plages de Boucan Canot, des Roches Noires et de l'Hermitage ont obtenu ce label international.

<https://www.linio.re/la-reunion/societe/pavillon-bleu-4-plages-reunionnaises-decrochent-le-label>

Bora Bora obtient le pavillon bleu pour la 19ème année consécutive

La Perle du Pacifique peut une nouvelle fois s'enorgueillir de ce résultat. En effet, l'île de Bora Bora vient d'obtenir le label Pavillon bleu, ainsi que la marina Taina de Punaauia. Toujours dans le Pacifique, le Port Brunelet Nouméa a, lui aussi, obtenu le pavillon bleu.

Voir le palmarès intégral : <https://www.pavillonbleu.org/table/palmares-2019/>
<https://la1ere.francetvinfo.fr/polynesie/tahiti/polynesie-francaise/bora-bora-obtient-pavillon-bleu-19eme-annee-consecutive-713975.html>

Un label “Hope spot” pour l’atoll de Tetiaroa

Le label “Hope Spot” met en avant des zones protégées qui démontrent une démarche durable et contribuent à la protection de l’environnement marin et terrestre. Ce label permettra à l’atoll de mettre en avant ses programmes de développement durable mais également d’attirer l’attention du public à travers la planète sur la nécessité de protéger cet écosystème précieux, abritant entre autres des sites de ponte de tortues vertes et de nidification d’oiseaux marins.

<http://www.ladepeche.pf/label-hope-spot-latoll-de-tetiaroa/>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 23.05.2019

Arrêté du 14 mai 2019 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2005 modifié portant institution de régies de recettes et de régies d'avances auprès des résidences administratives des directions régionales des services pénitentiaires et de la mission des services pénitentiaires d'outre-mer ainsi que des établissements pénitentiaires

JO du 25.05.2019

Arrêté du 23 mai 2019 portant nomination dans l'emploi de directeur de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale de **Guyane**

JO du 26.05.2019

Arrêté du 10 mai 2019 portant ouverture en 2019 d'un concours sur titres avec épreuves des assistants socio-éducatifs par spécialités « assistant de service social », « éducation spécialisée » et « conseil en économie sociale et familiale » par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la **Guadeloupe**

Arrêté du 17 mai 2019 portant ouverture en 2019 de trois concours (externe, interne et troisième concours) d'accès au grade des rédacteurs territoriaux pour les collectivités territoriales et établissements publics territoriaux par le centre de gestion de **Guyane**

Décret du 24 mai 2019 portant nomination (magistrature) : M. Jean-Luc LENNON est nommé Substitut du procureur général près la cour d'appel de **Basse-Terre** pour exercer les fonctions de procureur de la République près le tribunal de grande instance de Basse-Terre ; Mme Caroline GAUSSEN-CALBO est nommée procureure de la République près le tribunal de grande instance de **Saint-Pierre de la Réunion** ; M. Jean-Philippe REY est nommé Substitut du procureur général à la Cour d'appel de **Saint-Denis de la Réunion**

Avis de vacance d'emploi de directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de **Guyane**, préfigurateur des fonctions de directeur général des populations.